

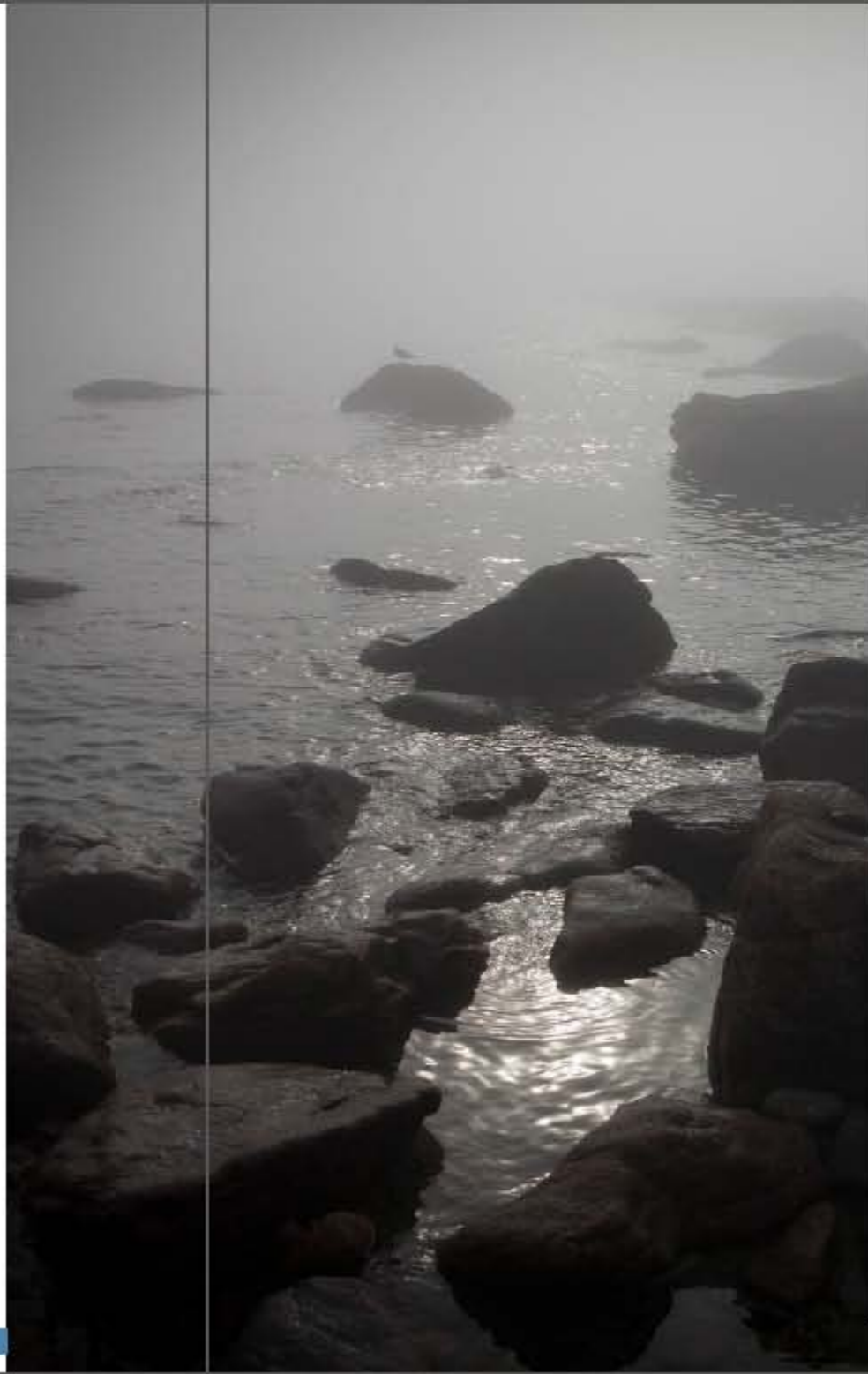
L'évolution du traitement médiatique des marées noires va de pair avec la montée en puissance de la prise de conscience environnementale. Jusqu'à dans les années 67-68, cette considération de l'environnement est alors une donnée négligeable. Les réglementations sont peu nombreuses et peu contraignantes. Au sein même des entreprises, chacun pense que, si le progrès technique peut apporter des nuisances, il peut aussi les faire disparaître.

Le naufrage de l'Amoco Cadiz en 1978 et ses 227 000 tonnes déversées sur les côtes bretonnes marque un tournant. Lassés de ces marées noires à répétition, mieux informés de leurs droits, les populations décident de ne plus se laisser faire. Une nouvelle ère s'ouvre. Celle des batailles judiciaires, des actions relayées par la presse, élus et associations en tête. Pour faire payer les pollueurs. La nouvelle marée noire de l'Exxon Valdez le 24 mars 1989 reste dans cette logique. Si l'évènement est indéniablement perçu comme une catastrophe, il reste, aux yeux des médias et de l'opinion américaine, un évènement qui appelle des solutions avant tout économiques basées sur la responsabilité d'Exxon, sans remise en cause fondamentale d'un système ni de nécessaires évolutions politiques.

Même décor médiatique pour le naufrage de l'Erika. Le traitement journalistique de la catastrophe écologique engendrée par la marée noire du 12 décembre 1999 se focalise avant tout sur l'émotion suscitée par l'évènement, la mobilisation technique (seul recours contre la pollution), l'interview d'experts, les procédures à mettre en place, le volontarisme humain et la solidarité. Une solidarité qui devient alors le point de fuite d'un grand nombre de reportages. Une solidarité internationale, sociale, géographique et symbolique, reliant des hommes de toutes origines unis autour d'hommes politiques embarqués dans un même combat. Pris dans la tourmente de ces évènements bouleversants, le téléspectateur ou le lecteur occulte pour un temps l'image d'une société orientée vers le profit, prête à sacrifier pour cela des milliers de victimes animales, désunie, sans espoir de changement ni vision à long terme. Une façon de surmonter la crise et de retrouver l'équilibre antérieur sans critique de l'action publique ou remise en cause des orientations générales de la politique énergétique.

Une nouvelle rupture s'opère en 2010 avec l'explosion de la plateforme pétrolière BP Deepwater Horizon dans le Golfe du Mexique. Pour la première fois, un chef d'État accuse nommément une compagnie pétrolière. Un pavé dans la mare médiatique ! Cela ne s'est encore jamais produit ni aux États-Unis ni en France. Bien sûr, en leur temps, Valéry Giscard d'Estaing puis Jacques Chi-

Le traitement médiatique des marées noires



rac avaient fait part de leur émotion et appelé à la mobilisation après les naufrages de l'Amoco Cadiz et de l'Erika en demandant un renforcement de la réglementation. Mais ni l'un ni l'autre n'avait alors montré du doigt les compagnies responsables ou parties prenantes de ces catastrophes. En cause ?... Bien sûr, l'ampleur historique de la marée noire et ses désastres écologiques, les tentatives infructueuses pour colmater la fuite qui ont tenu en haleine les médias et l'opinion publique mais surtout la proximité géographique des côtes américaines.

Une « chance » que n'ont pas de nombreuses zones du globe oubliées des médias. Depuis 50 ans et dans le plus grand silence, le pétrole brut se déverse en effet en flots continus dans le Delta du Niger. Un désastre qui ne génère pas une ligne dans la presse internationale au regard de la catastrophe surmédiatisée du Golfe du Mexique. D'autres parties du globe connaissent des pollutions chroniques similaires passées sous silence. Le Pakistan, la Chine, le Chili, le Golfe Persique... La faute à leur localisation, leur multiplication, la faiblesse de leurs relais médiatiques ou de leurs opinions publiques locales.

Quoique qu'en progrès, la préservation environnementale de la planète comme conscience d'un bien commun et le traitement médiatique des catastrophes qui en découlent restent encore étroitement liés aux intérêts nationaux... Jusqu'à quand ?

Hélène Géli